



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente et unième session

Voronège (Fédération de Russie), 16-18 mai 2018

Résultats et priorités de la FAO dans la région

Résumé

Ce document présente des informations sur la suite donnée aux décisions et aux priorités adoptées à la trentième Conférence régionale pour l'Europe, tenue en 2016. Il appelle l'attention des Membres sur les résultats obtenus ainsi que sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme de travail et budget (PTB) 2016-2017 par l'intermédiaire de deux initiatives régionales et des activités menées dans les autres domaines de travail principaux.

Il décrit les travaux prioritaires de la FAO dans la région pour l'exercice biennal 2018-2019 et au-delà, qui seront réalisés dans le cadre des initiatives régionales et d'autres domaines d'action principaux à la lumière des priorités des pays.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence régionale est invitée à:

- reconnaître l'importance du cadre stratégique qui donne des orientations aux travaux techniques de la FAO, lui permettant ainsi de s'attaquer aux priorités de la région et d'obtenir réellement des résultats au niveau des pays;
- reconnaître le travail accompli au titre des programmes stratégiques, ainsi que les résultats obtenus par la FAO dans le cadre des initiatives régionales et d'autres domaines d'action prioritaires en 2016-2017, au regard des principales priorités mises en évidence par la Conférence régionale pour l'Europe à sa trentième session;
- prendre note de la concordance des objectifs stratégiques de la FAO avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030;
- souligner le rôle crucial joué par les programmes stratégiques dans l'intégration des travaux techniques de l'Organisation aux niveaux régional et des pays pour résoudre les problèmes de développement multidimensionnels et apporter un soutien efficace et adéquat aux pays pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Appuyer la contribution importante des programmes stratégiques à la fourniture de produits et de services normatifs,

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



ERC31

tels que des normes, des directives non contraignantes et des instruments juridiques, aux niveaux des pays et de la région;

- donner des indications concernant les domaines d'action prioritaires de la FAO dans la région en 2018-2019 et au-delà, en tenant compte des principales tendances et des grands défis qui se posent dans la région, y compris les ODD et le changement climatique, et en mettant à profit l'expérience acquise en 2016-2017 dans le cadre des initiatives régionales;
- reconfirmer les priorités régionales pour 2018-2021, approuvées par la Conférence régionale pour l'Europe à sa trentième session;
- s'accorder sur le concept de l'Initiative régionale 3 sur la Gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique;
- s'accorder sur l'utilisation des initiatives régionales en tant qu'approche programmatique pour garantir un soutien plus cohérent et intégré à la mise en œuvre des programmes par pays et de la «nationalisation» des ODD. Attendre avec intérêt la mise en œuvre des activités techniques planifiées dans le cadre des trois initiatives régionales¹.

I. Introduction

1. Le Cadre stratégique révisé de la FAO², son Plan à moyen terme (PMT) 2018-2021 et son Programme de travail et budget (PTB) 2018-2019 (PMT-PTB)³ ont été approuvés par la Conférence de la FAO à sa quarantième session en juillet 2017 à Rome. La Conférence s'est félicitée de l'étroite concordance des objectifs stratégiques de la FAO avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD).

2. Le Cadre stratégique révisé a été élaboré dans le cadre d'un processus consultatif de réflexion stratégique mené en 2016, en tenant compte de l'avis exprimé avec force et constance par les organes directeurs en faveur de la poursuite de l'orientation stratégique de l'Organisation. Il s'agissait de recenser les tendances mondiales qui, selon les prévisions, devaient former le contexte du développement agricole à moyen terme⁴, et les tendances sectorielles et régionales ressortant des examens stratégiques régionaux et des débats des conférences régionales de la FAO⁵ et des comités techniques⁶; de déterminer les principaux défis, en matière d'alimentation et d'agriculture, auxquels devraient être confrontés les pays et les acteurs du développement au cours des prochaines années; d'analyser les principaux faits nouveaux à l'échelle mondiale ayant une incidence sur l'environnement dans lequel opère la FAO; et d'examiner les incidences de ces défis et faits nouveaux sur les objectifs stratégiques de la FAO dans le contexte de ses attributs fondamentaux et de ses fonctions essentielles. L'examen a pris en compte les faits d'importance mondiale survenus en 2015-2016, et surtout l'adoption du Programme pour un développement durable à l'horizon 2030 et l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le changement climatique, car ils déterminent le contexte général dans lequel la FAO devra opérer et s'adapter pour améliorer les résultats et les effets de ses activités.

3. Le Cadre stratégique révisé a servi de base au perfectionnement du cadre conceptuel et de la théorie du changement des cinq objectifs stratégiques de la FAO dans le contexte de la vision, des attributs et des fonctions essentielles de l'Organisation, résumés dans la figure 1. Le PMT-PTB présente le cadre programmatique et les ressources pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des résultats au moyen d'indicateurs et de cibles, notamment la contribution des activités de la FAO aux 40 cibles des ODD. L'annexe web 1 donne une vue d'ensemble des programmes stratégiques de la FAO, y compris leur concordance avec les ODD.

¹ ERC/16/7 <http://www.fao.org/3/a-mp179f.pdf>.

² C 2017/7 (<http://www.fao.org/pwb/home/fr/>).

³ C 2017/3 (<http://www.fao.org/pwb/home/fr/>).

⁴ FAO 2016. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Tendances et défis*. Rome.

⁵ C 2017/14, C 2017/15, C 2017/16, C 2017/17, C 2017/18, C 2017/LIM/1.

⁶ C 2017/21, C 2017/22, C 2017/23, C 2017/24.

4. Les initiatives régionales de la FAO constituent un mécanisme qui contribue à assurer l'efficacité de l'exécution et l'obtention de résultats au regard des priorités de chaque région et participe ainsi à la concrétisation des objectifs stratégiques. À sa session tenue en 2016, la Conférence régionale a examiné les résultats de l'action menée par la FAO dans la région et a recensé les domaines d'action prioritaires pour les deux initiatives régionales à mettre en œuvre en 2016–2017: Autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté (IR-1) et Amélioration du commerce des produits agroalimentaires et de l'intégration des marchés (IR-2).

5. En plus des deux initiatives régionales en cours qui seront maintenues moyennant quelques adaptations, une troisième sera mise en place. L'initiative d'autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté visera à transposer à plus grande échelle les programmes de pays en cours et à mieux intégrer les questions transversales que sont la parité hommes-femmes, la nutrition, la gouvernance et le changement climatique. L'initiative d'amélioration du commerce agroalimentaire et d'intégration des marchés s'attaquera au renforcement des capacités à l'appui des ODD 1 et 2 et à la transposition des activités à plus grande échelle. Une nouvelle initiative régionale se focalisera sur la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique et aura pour objectif de mobiliser des fonds en faveur des activités relatives au climat dans la région.

6. La conférence régionale est l'occasion pour les Membres d'émettre des avis sur les résultats et les priorités des activités de la FAO dans la région. Ce document est divisé en deux sections principales:

- La section II montre comment les programmes stratégiques mis en œuvre pendant l'exercice 2016-2017 ont aidé les pays à obtenir des résultats dans les domaines d'action prioritaires convenus de la FAO dans la région. L'annexe web 2 donne une vue d'ensemble de l'état de la contribution des résultats obtenus dans la région aux cibles associées aux produits des objectifs stratégiques en 2016–2017;
- La section III donne un aperçu des tendances et des faits nouveaux observés dans la région, des domaines d'action prioritaires de la FAO et de la façon dont les programmes stratégiques peuvent répondre à ces priorités dans le cadre des initiatives régionales, y compris une vue d'ensemble au niveau régional des cibles associées aux produits pour l'exercice 2018-2019. L'annexe web 3 présente une vue d'ensemble de la contribution planifiée des résultats obtenus dans la région aux cibles associées aux produits des objectifs stratégiques en 2018-2019.

II. Réalisations dans la région

7. Les programmes stratégiques de la FAO ont répondu aux défis régionaux dans le cadre des initiatives régionales et des autres domaines d'action prioritaires. À sa trentième session en 2016⁷, la Conférence régionale s'est dite favorable aux ajustements apportés aux priorités régionales en vue de mettre davantage l'accent sur les activités suivantes de la FAO dans la région:

- Initiative régionale sur l'autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté;
- Initiative régionale sur l'amélioration du commerce des produits agroalimentaires et de l'intégration des marchés;
- Gestion durable des ressources naturelles, y compris l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets;
- Renforcement de la sécurité alimentaire et amélioration de la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

⁷ ERC/16/6 <http://www.fao.org/3/a-mp178f.pdf>.

8. Les deux premières priorités ont été abordées par les deux initiatives régionales en cours. Pour les quatre priorités, les principales réalisations obtenues pendant l'exercice 2016–2017 sont résumées ci-après⁸.

9. À la suite des recommandations formulées par la Conférence régionale à sa trentième session⁹, le programme de travail a été complété par des mesures de suivi des faits nouveaux à l'échelle mondiale, liés à la réalisation des ODD et à l'application de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le document ERC/18/INF/11 contient des descriptions détaillées du soutien apporté à la réalisation des ODD.

A. Présentation des résultats obtenus au cours de l'exercice 2016–2017 dans le cadre des principaux domaines d'action

Initiative régionale sur l'autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence et de la réduction de la pauvreté (IR-1)

10. Afin de relever les défis auxquels sont confrontés les petits agriculteurs et les exploitations familiales, l'initiative IR-1 comporte deux volets. Le premier vise à renforcer les capacités des agriculteurs en matière de production agricole durable en améliorant leur accès à des services tels que des écoles pratiques d'agriculture ou des services de vulgarisation (OS3.1) afin qu'ils puissent acquérir de bonnes pratiques agricoles dans les domaines de l'exploitation forestière, de la pêche et de l'élevage, tout en renforçant leur adaptation et leur résilience au changement climatique (OS2.1, OS 2.2). Le deuxième vise à assurer une croissance inclusive l'amélioration des moyens d'existence ruraux, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation économique. Cette initiative a appuyé les politiques multisectorielles de développement rural, le développement de chaînes de valeur communautaires et de circuits courts, les statistiques et la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, en s'attaquant notamment au morcellement des terres grâce à des instruments de regroupement des terres (OS3.1).

11. Dans le contexte des ODD, l'initiative IR-1 s'est intéressée plus particulièrement à l'ODD 1¹⁰ en soutenant la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et la promotion de programmes nationaux de regroupement des terres. Elle s'est intéressée à l'ODD 2¹¹ en appuyant l'adoption des meilleures pratiques pour améliorer la compétitivité des petits agriculteurs.

12. Principales réalisations:

- L'adoption de pratiques innovantes a bénéficié d'un appui (OS2.1); les bonnes pratiques agricoles (BPA) au service de la production de légumes de serre ont été encouragées par une publication et une conférence internationale. Le Colloque régional sur l'agroécologie a facilité l'échange d'expériences sur les approches agroécologiques entre des participants venus de 41 pays. Des parties prenantes de 27 pays ont partagé des pratiques innovantes d'élevage durable et leurs expériences dans le domaine des technologies de conservation génétique chez les animaux lors d'une conférence internationale. En Azerbaïdjan, une assistance technique a été apportée pour développer la reproduction des bovins et les services d'insémination artificielle. Au Tadjikistan, des artisans pêcheurs ont reçu une formation pour relancer et moderniser la production d'œufs de poisson, tandis qu'en Ukraine un examen complet du

⁸ Les références au cadre stratégique se situent aux niveaux des résultantes et des produits dans le cadre des initiatives régionales et des principaux domaines d'action.

⁹ ERC/16/REP <http://www.fao.org/3/a-mq752f.pdf>.

¹⁰ Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

¹¹ Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

secteur de la pêche et de l'aquaculture a été préparé, ayant pour résultat le lancement récent d'un programme de suivi destiné à stimuler la production.

- Des cadres de gouvernance ont été renforcés (OS2.2); en Arménie, au Bélarus et en République de Moldova, des programmes nationaux pour les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et des programmes nationaux de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ont été élaborés et les capacités renforcées.
- Des politiques et des programmes ont été promus pour améliorer l'accès aux ressources naturelles (OS3.1.2); la mise en œuvre des Directives a été encouragée par l'appui apporté à des projets de regroupement des terres en Azerbaïdjan, au Kosovo¹², dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Ukraine, et des feuilles de route ont été élaborées pour la mise en œuvre des Directives au Kirghizistan et au Tadjikistan. Au niveau régional, des ateliers LANDNET internationaux ont été organisés dans le cadre des Directives, avec la participation d'environ 80 fonctionnaires gouvernementaux et spécialistes des régimes fonciers venant de plus de 28 pays.
- Des avis en matière de politiques intersectorielles ont été formulés pour le développement rural durable et équitable sur le plan de l'égalité hommes-femmes (OS3.1.5); les capacités institutionnelles en matière de politiques de développement rural ont été renforcées en Bosnie Herzégovine, en Géorgie et en République de Moldova, notamment grâce à des projets pilotes de tourisme rural et de modernisation des infrastructures des marchés agricoles. L'approche de développement axé sur les régions a été encouragée dans les zones transfrontalières de la région des Balkans occidentaux afin de faciliter les investissements. Un dialogue régional multisectoriel a été organisé sur la protection sociale au service de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural, avec la participation de huit pays et organisations internationales, afin de promouvoir les occasions de collaborer dans le domaine de la protection sociale dans la région.

13. L'initiative IR-1 repose en grande partie sur la collaboration avec divers partenaires clés. La coopération avec le Groupe de travail régional permanent sur le développement rural dans le Sud-Est de l'Europe s'est poursuivie dans le domaine des politiques rurales, et la collaboration avec la Commission européenne a produit des programmes efficaces sur les questions d'appui aux politiques, de regroupement des terres et de sécurité alimentaire. Les autres partenaires clés fournisseurs de ressources sont l'Autriche, la Hongrie, la Norvège et la Turquie. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le ministère turc de l'Agriculture a appuyé un échange d'expériences entre agriculteurs et organisations non gouvernementales (ONG) sur les instruments de regroupement des terres, avec l'aide de partenaires d'Azerbaïdjan. Le partenariat relatif à l'égalité des sexes avec ONU-Femmes et les organismes dont le siège est à Rome, notamment le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), se poursuit au Kirghizistan dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes rurales. Une coopération a été lancée avec le FIDA en République de Moldova, et le dialogue sur les Directives a été intensifié dans la région avec les organisations de la société civile. De nouveaux partenariats ont été établis sur les questions de regroupement des terres avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, basé en Lituanie, ainsi qu'avec le Groupe de travail de l'administration des biens fonciers de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU).

14. Les questions transversales telles que l'intégration de la problématique hommes-femmes sont des domaines importants de l'initiative régionale qui met l'accent principalement sur les évaluations de la parité hommes-femmes, les outils et études méthodologiques, et le développement des capacités. L'amélioration de la gouvernance grâce à des approches participatives est une composante importante des dialogues sur les politiques et du développement communautaire. Des bureaux nationaux de statistiques ont reçu une assistance pour le traitement des résultats des recensements agricoles afin d'améliorer les bases de données probantes et les enquêtes en cours sur les exploitations agricoles.

¹² Les références au Kosovo doivent être comprises au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

*Initiative régionale sur l'amélioration du commerce des produits agroalimentaires
et de l'intégration des marchés (IR-2)*

15. Les systèmes agricoles de la région continuent d'être profondément marqués par la transition économique, qui coïncide avec la poursuite de l'intégration des marchés et du commerce à l'échelle mondiale. L'Azerbaïdjan, le Bélarus et la Serbie sont en train de négocier leur adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et un certain nombre de pays continuent d'avoir besoin d'une assistance après leur adhésion, tels que le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Fédération de Russie et le Tadjikistan. Les pays de la région modifient actuellement leurs systèmes de réglementation sanitaire et phytosanitaire, et actualisent les normes correspondantes pour assurer la sécurité sanitaire et protéger la santé des animaux et des plantes. Les autres tendances notables sont les suivantes: i) intérêt accru pour les indications géographiques et la production biologique; ii) développement de chaînes de valeur durables dans le contexte de politiques agricoles nationales qui favorisent un développement rural durable; iii) augmentation des débouchés commerciaux; iv) amélioration de la qualité des aliments et diversification des sources de revenus agricoles et non agricoles pour les communautés rurales; et v) réduction des pertes et gaspillages d'aliments dans les chaînes alimentaires. L'initiative a pour objet d'aider les États Membres à améliorer le cadre des politiques relatives au commerce agroalimentaire pour les petites et moyennes entreprises grâce i) au renforcement des capacités pour mettre en œuvre les accords commerciaux et accroître l'accès aux nouveaux marchés (OS4.1); ii) au renforcement des capacités pour mettre en œuvre les normes mondiales de qualité et de sécurité sanitaire des aliments (OS4.1); et iii) à la création d'un cadre de politique générale favorable à la diversification des exportations (OS4.2).

16. L'initiative IR-2 a fait progresser essentiellement la réalisation de l'ODD 2¹³ et de l'ODD 17¹⁴ en renforçant les capacités des pays lors d'ateliers régionaux et de cours de formation en ligne, et en soutenant la collaboration entre membres au sein du réseau d'experts du commerce de produits agricoles en Europe et en Asie centrale (Agricultural Trade Expert Network in Europe and Central Asia, ATEN)¹⁵.

17. Principales réalisations:

- Les activités ont consisté à renforcer les capacités et encourager les dialogues sur les accords commerciaux (OS4.1.2) en organisant des ateliers régionaux sur i) la résolution des questions controversées grâce aux procédures de l'OMC; et ii) les incidences de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges commerciaux agroalimentaires, et en appuyant la poursuite du développement du réseau ATEN dans la région. En outre, les capacités relatives aux principes et aux règles de l'OMC ont été renforcées par des cours de formation en ligne sur l'accession à l'OMC et ses répercussions sur l'agriculture, ainsi que sur la transparence des politiques commerciales agricoles dans les pays de l'ex-Union soviétique.
- Des institutions des secteurs public et privé ont reçu un appui dans les domaines de la santé animale et végétale, de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments (OS4.1.4); les services phytosanitaires ont été renforcés en Arménie, au Bélarus, en République de Moldova et en Ukraine. Une nouvelle législation, améliorée, sur la préparation aux maladies animales transfrontières a été élaborée, et un système d'information a été conçu pour appuyer la prise de décisions en République de Moldova. Les activités sur la résistance aux antimicrobiens de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de la FAO ont encouragé l'adoption de l'approche «Un monde, une santé», notamment l'organisation d'un atelier sous-régional conjoint qui a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux d'action sur la résistance aux antimicrobiens. Au Kirghizistan et au Tadjikistan, les capacités des entreprises de transformation des denrées alimentaires et des autorités nationales en matière de systèmes modernes de gestion des risques pour la sécurité sanitaire ont été développées afin de réduire les risques en matière de

¹³ Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

¹⁴ Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le redynamiser.

¹⁵ www.fao.org/europe/regional-perspectives/iatmi/ten/about/fr/.

sécurité sanitaire pour les produits transformés qui accèdent aux marchés intérieurs et extérieurs. Une assistance technique a été apportée pour renforcer le système officiel de contrôle des aliments, notamment une évaluation des risques en Arménie par exemple.

- Le développement de chaînes agroalimentaires (OS4.2), ainsi que d'instruments financiers et d'investissement (OS4.3) a reçu un appui; des analyses des lacunes des chaînes de valeur ont été effectuées en Azerbaïdjan, au Kirghizistan, en République de Moldova et en Ukraine, et des données de référence ont été recueillies sur le secteur agroalimentaire, les chaînes de valeur, la gestion post-récolte et les pertes et gaspillages alimentaires en Europe de l'Est et en Asie centrale. Les capacités ont été renforcées et les expériences partagées sur la mise en place et l'application de systèmes d'indications géographiques dans différents pays de la région. Des plateformes public-privé ont été créées dans les secteurs de la viande, des produits laitiers et des céréales en Ukraine, sur la politique laitière en Géorgie et dans le secteur de la viande en Serbie.

18. Dans le cadre de l'initiative régionale, une collaboration a réuni des partenaires tels que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur les plateformes de formation en ligne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et la Coopération économique de la mer Noire (BSEC). Les possibilités d'une collaboration avec l'Accord de libre-échange centre européen (ALECE) ont été étudiées. La collaboration au sein du réseau ATEN a regroupé des universitaires (par ex. l'Institut Leibniz sur le développement agricole dans les économies en transition [IAMO] et l'Académie d'agriculture de Moscou Timiryazev) et des acteurs du secteur privé (par ex. l'Union nationale russe des exportateurs de produits alimentaires, la Chambre nationale des entrepreneurs du Kazakhstan, l'Association céréalière Ukrainienne). La coopération en matière d'échange d'informations a été renforcée avec le FIDA, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), l'Agence allemande de développement (GIZ) et la Banque mondiale (BM). Les activités de réduction des pertes et gaspillages alimentaires dans la région concernent SAVE FOOD, l'Initiative mondiale de réduction des pertes et du gaspillage alimentaires pilotée par la FAO et Messe Düsseldorf.

19. L'initiative régionale a renforcé les efforts consacrés aux questions transversales, en particulier la problématique hommes-femmes, la gouvernance, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle a fait en sorte d'intégrer les questions de parité hommes-femmes dans l'ensemble de ses activités, et plus particulièrement dans les formations et les ateliers, afin de mieux faire comprendre l'importance de la réalisation des ODD. Citons parmi les exemples les activités de diversification des sources de revenus qui aident les femmes rurales des zones reculées à renforcer leurs liens avec les marchés, et le partage des bonnes pratiques pour les interventions prenant en compte les questions de parité.

Gestion durable des ressources naturelles, y compris l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets

20. Les efforts relatifs à cette priorité se sont concentrés sur le lien entre changement climatique et gestion durable des ressources naturelles, et plus particulièrement sur les ressources naturelles dégradées. L'établissement de ce lien entre l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, la gestion des risques de catastrophe et l'énergie dans le cadre du concept d'agriculture intelligente face au climat a été particulièrement encouragé en Asie centrale et dans la région des Balkans occidentaux, car il offre une approche intégrée pour résoudre les problèmes interdépendants de sécurité alimentaire, de développement et de changement climatique (OS2.1, OS5.3). La FAO a soutenu la mise en œuvre et l'adaptation d'instruments internationaux et régionaux, plus particulièrement le Programme 2030 et les ODD, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les engagements pris par les Membres dans l'Accord de Paris et le Cadre d'action de Sendai (OS2.2, OS2.3). La prise de décisions fondées sur des éléments concrets a été facilitée par la production de diverses évaluations et de produits statistiques et analytiques (OS2.4).

21. Ce domaine d'action s'est focalisé sur l'ODD 2¹⁶, en garantissant des systèmes de production durables et résilients capables d'accroître la production, de préserver l'écosystème et de renforcer l'adaptation au changement climatique en soutenant les bonnes pratiques et l'accès aux instruments de financement liés au changement climatique. Il s'est intéressé également à d'autres ODD essentiels aux ressources naturelles durables et au changement climatique, en particulier l'ODD 13¹⁷ et l'ODD 15¹⁸.

22. Principaux résultats:

- Des pratiques innovantes et des approches multisectorielles intégrées en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets, par ex. l'agriculture intelligente face au climat (OS2.1), ont été encouragées au Kazakhstan, au Kirghizistan et dans la région des Balkans occidentaux afin de déterminer les interventions collectives prioritaires. L'accès au financement de l'action climatique, par ex. le Fonds vert pour le climat et la septième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-7), a bénéficié d'un appui grâce à l'organisation d'ateliers régionaux et nationaux en collaboration avec les autorités nationales désignées par le Fonds vert pour le climat. Au Kirghizistan, la FAO a appuyé les autorités nationales désignées pour la préparation du Fonds vert pour le climat et l'élaboration d'une proposition de projet.
- L'utilisation des mécanismes internationaux et régionaux de gestion des ressources naturelles durables a été encouragée (OS2.3) lors des sessions de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase¹⁹ et de la Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI)²⁰, notamment lors d'un colloque international de la CECPAI sur l'adaptation des pêches et de l'aquaculture dans les eaux intérieures au changement climatique et d'un atelier régional de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase sur l'aquaculture en cage dans les réservoirs et les lacs. Lors de la quarantième session de la Commission européenne d'agriculture, les débats ont porté essentiellement sur les effets du changement climatique sur les maladies animales transfrontalières dans la région²¹.
- La prise de décisions fondée sur des éléments concrets dans les secteurs de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles a été encouragée (OS2.4); le Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CEI-STAT) a reçu un appui sur la méthodologie et l'organisation d'enquêtes structurelles sur l'agriculture dans le cadre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales.

23. Les partenaires œuvrant dans le cadre de cette priorité régionale comprennent diverses organisations, selon les domaines techniques. Les principaux partenaires qui soutiennent l'agriculture intelligente face au climat sont le partenariat mondial pour la recherche CGRAI, le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) et les membres de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques. Dans le domaine du Fonds vert pour le climat, d'autres organismes des Nations Unies, tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et des agences de développement telles que la GIZ, ont étroitement coopéré.

24. Des questions transversales, et plus particulièrement le changement climatique, ont été abordées dans le cadre de ce domaine prioritaire, ce qui a permis à la FAO d'obtenir des résultats significatifs dans le domaine des statistiques en soutenant les recensements agricoles nationaux et en renforçant les capacités d'adaptation et de suivi des indicateurs des ODD dans les États Membres. L'intégration de la

¹⁶ Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

¹⁷ Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

¹⁸ Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

¹⁹ ERC/18/9.

²⁰ ERC/18/10.

²¹ ERC/18/7.

problématique hommes-femmes joue également un rôle important, car elle occupe une place centrale dans les instruments de financement liés au changement climatique, tels que le Fonds vert pour le climat.

*Renforcement de la sécurité alimentaire et amélioration de la résilience des moyens
d'existence face à des menaces ou en situation de crise*

25. Aujourd'hui, après plusieurs décennies de progression, la réduction de l'insécurité alimentaire dans la région semble stagner et la prévalence de la sous-alimentation est restée presque inchangée dans les pays du Caucase et d'Asie centrale. Les populations des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure souffrent du triple fardeau de la malnutrition, mais pas tous au même degré²². La FAO a répondu à ces défis en soutenant les actions de plaidoyer et de sensibilisation, l'élaboration de politiques et de programmes appropriés (OS1.1) et les mécanismes de coordination (OS1.2). L'Organisation a également apporté des éléments tangibles afin d'aider les décideurs, notamment le suivi de la situation de chaque pays en ce qui concerne la réalisation de l'ODD 2 (cibles 2.1, 2.2).

26. Les activités menées dans la région pour renforcer la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises ont consisté essentiellement à appuyer l'élaboration de politiques (OS5.1), à fournir des informations et envoyer des alertes précoces pour contrer des menaces nouvelles potentielles (OS5.2), à réduire les risques et la vulnérabilité au niveau des ménages (OS5.3), et à préparer et gérer des réponses efficaces aux catastrophes et aux crises (OS5.4). Dans ce domaine, la FAO mène des activités visant à rétablir les moyens d'existence et la création de revenus dans les zones touchées par les conflits dans l'est de l'Ukraine et à aider les réfugiés syriens en Turquie.

27. Les initiatives appartenant à ce domaine prioritaire se sont focalisées sur l'ODD 2²³, qui vise à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Dans ce contexte, la FAO a appuyé les activités qui ont fait suite à la mise en œuvre de la Déclaration de Rome sur la nutrition adoptée lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2); elle a également encouragé la coopération multisectorielle visant à lutter contre la malnutrition.

28. Principaux résultats:

- Les processus d'élaboration de politiques et les programmes permettant d'incorporer d'avantage d'objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition (OS1.1) ont été encouragés. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a appuyé les pays qui ont mis en œuvre leur cadre d'action pour donner suite à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Dans ce contexte, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a organisé un colloque régional sur les systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine en Europe et en Asie centrale²⁴. Les programmes d'alimentation scolaire et d'éducation nutritionnelle ont été renforcés en Albanie et au Kirghizistan. La FAO a appuyé l'amélioration des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition au Kirghizistan et a fourni des contributions techniques permettant d'examiner et de suivre l'efficacité de la gestion du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition.
- L'utilisation de mécanismes de coordination inclusive liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition a bénéficié d'un appui (OS1.2) grâce au renforcement des capacités du Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique chargé de coordonner les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition entre les États Membres. Le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Asie centrale a appuyé son comité directeur en examinant de manière conjointe la situation de la région en matière de sécurité alimentaire et l'état

²² Regional Overview of Food Insecurity 2016 (Vue d'ensemble régionale de l'insécurité alimentaire 2016, en anglais): <http://www.fao.org/3/a-i6877e.pdf>; The State of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2017 (L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Europe et en Asie centrale 2017, en anglais): <http://www.fao.org/3/a-i8194e.pdf>.

²³ Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

²⁴ Ce colloque a été organisé conjointement par la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le PAM. Pour plus de détails, voir ERC/18/INF/10.

d'avancement du plan de travail du Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique.

- Les autorités et les parties prenantes nationales ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités à prendre des mesures de prévention des crises et des menaces (OS5.3) et à se préparer aux situations d'urgence (OS5.4); dans les pays des Balkans occidentaux, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a appuyé le développement des capacités à effectuer une évaluation des besoins après une catastrophe et à appréhender les risques et les dangers. Le bureau régional a également élaboré des méthodologies de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique pour les paysages et l'agriculture. En outre, une formation agricole a été dispensée à des réfugiés syriens et à leurs communautés d'accueil afin d'accroître leurs possibilités d'emploi dans cinq provinces du sud de la Turquie. Le programme, mis en œuvre avec des partenaires, vise à améliorer la cohésion sociale entre les réfugiés syriens et leurs communautés d'accueil en créant des emplois pour les deux groupes et en augmentant les revenus des ménages. Des évaluations de la sécurité alimentaire ont été menées, et un appui a été apporté, avec l'aide de partenaires, au pôle des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire et à la coordination sectorielle en Ukraine et en Turquie.

29. Au Kirghizistan, le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition a été élaboré lors de consultations interministérielles et avec les parties prenantes, qui ont été facilitées par des partenaires tels que le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale et l'OMS. Le Programme de partenariat FIRST entre l'Union européenne et la FAO²⁵ est une contribution importante aux activités de la FAO en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région. Les activités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique dans la région des Balkans occidentaux ont bénéficié d'une collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

30. En ce qui concerne les questions transversales, la nutrition a joué un rôle central dans la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), par exemple dans l'appui dont ont bénéficié les programmes d'alimentation scolaire et de nutrition. L'appui à l'établissement de statistiques et au développement des capacités a été essentiel pour renforcer les capacités des pays à effectuer le suivi des politiques et des programmes liés aux ODD 1 et 2. Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Europe et en Asie centrale mesure les progrès accomplis par rapport aux cibles de sécurité alimentaire et de nutrition de l'ODD 2, pour lesquelles la FAO est l'organisation garante (comme elle l'est également pour d'autres cibles des ODD).

31. Enseignements tirés:

- Le ferme engagement des pays à appliquer le Programme 2030, ainsi que l'Accord de Paris de la CCNUCC, et la demande croissante d'un soutien dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et du financement des actions climatiques ont conduit à l'élaboration d'un programme clair et d'un cadre de résultats pour une troisième initiative régionale sur la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique.
- Les pays accordent une grande importance aux deux initiatives régionales en cours et à la nouvelle troisième initiative dans leurs programmes.
- Les initiatives régionales doivent servir de cadres programmatiques à tous les objectifs stratégiques, répondant ainsi aux priorités régionales et augmentant leur impact au niveau des pays.
- Même si les initiatives régionales ont accru leur collaboration avec différents partenaires, comme décrit ci-dessus, les activités de plaidoyer et de sensibilisation doivent être renforcées, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays. Ce renforcement augmentera les synergies et

²⁵ Programme de partenariat «Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation» (FIRST) mis en œuvre par la FAO et financé par l'Union européenne
<http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr/>.

montrera de quelle manière les activités des initiatives régionales sont profitables à la mise en œuvre des programmes par pays ou les complètent.

32. L'annexe web 2 présente une vue d'ensemble et une évaluation des résultats obtenus dans la région au regard des produits: État de la contribution des résultats obtenus dans la région aux cibles associées aux produits des objectifs stratégiques – 2016-2017.

III. Domaines d'action prioritaires pour l'exercice 2018-2019 et au-delà

33. Les tendances actuelles et émergentes à l'œuvre dans les secteurs agricole et rural des pays d'Europe et d'Asie centrale ont été définies dans le cadre d'un processus régional de réflexion stratégique²⁶ et présentées lors de la conférence régionale tenue en 2016²⁷. Les tendances et les enjeux principaux sont exposés ci-dessous.

34. **L'écart qui existe entre les villes et les campagnes en matière de pauvreté**, de revenu, d'éducation et de débouchés professionnels, fortement lié à la question de l'égalité hommes-femmes²⁸, est un problème persistant. Dans de nombreux pays, le secteur de l'agriculture subit un processus de transformation caractérisé par le passage à des systèmes d'économie de marché reposant davantage sur le commerce d'intrants et d'extrants, l'agrandissement des exploitations agricoles, le remplacement de la main-d'œuvre par le capital²⁹ et la sortie de la main-d'œuvre agricole des marchés des emplois agricoles³⁰. Les schémas et les échelles des **migrations** en Europe et en Asie centrale se sont diversifiés sous l'effet de l'augmentation du nombre de réfugiés (la Turquie compte à elle seule 3,5 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile³¹), auxquels s'ajoutent les travailleurs migrants en situation régulière ou irrégulière et les personnes déplacées à l'intérieur des pays. Le secteur de l'agriculture revêt une importance toute particulière en ce qui concerne l'absorption des travailleurs migrants. L'augmentation de la demande de travailleurs hautement qualifiés, les progrès technologiques et le renforcement de la connectivité transfrontalière peuvent avoir des effets sur les mouvements migratoires³².

35. **Les exploitations agricoles familiales** demeurent, dans certaines parties de la région, le principal type d'exploitation agricole. La difficulté d'accès à des pratiques et à des techniques modernes (notamment des pratiques et techniques intelligentes face au climat), à des marchés stables et sûrs, à des financements, à des infrastructures et à des services de vulgarisation nuit à la compétitivité des exploitations agricoles familiales dans le contexte des chaînes d'approvisionnement internationales, et lorsque, en plus de ce problème, les possibilités de diversification des revenus en milieu rural sont restreintes, les exploitations agricoles familiales ne peuvent améliorer durablement leurs moyens d'existence.

36. Dans la région Europe et Asie centrale, les actions relatives aux enjeux interdépendants que sont le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles mettent de plus en plus l'accent sur le passage à des **systèmes agricoles et alimentaires** plus intelligents face au climat et plus **durables**³³. Parallèlement, dans plusieurs pays, les systèmes alimentaires subissent les effets délétères de la recrudescence récente des ravageurs et des maladies transfrontalières, liée au changement

²⁶ Bilan stratégique régional (en anglais seulement): <http://www.fao.org/3/b-i6102e.pdf>.

²⁷ ERC/16/7: <http://www.fao.org/3/a-mp179f.pdf>.

²⁸ Banque mondiale et FAO (2014): Gender Disaggregated Data - Western Balkans. Statistical Reports 2005 – 2013, p. 45.

²⁹ Ward, N & Brown, D. L. (2009). Placing the Rural in Regional Development. Regional Studies volume 43, issue 10, p. 1237–1244.

³⁰ FAO (2016) Gender and rural development: Key issues. Disponible (en anglais seulement) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i5497e.pdf>.

³¹ <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=224> (en anglais seulement).

³² Banque mondiale, 2017, Migration and Mobility, Europe and Central Asia Economic Update <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28534/9781464812194.pdf?sequence=4&isAllowed=y>.

³³ ERC/18/2.

climatique; il convient à cet égard d'instaurer un cadre institutionnel à l'appui de la modélisation des risques ainsi que de l'alerte et de l'intervention rapides³⁴. Entre autres mesures, l'adoption de l'agriculture électronique dans les pays d'Europe et d'Asie centrale peut contribuer à approfondir l'intégration des systèmes alimentaires tout le long de la chaîne de valeur et dans d'autres secteurs économiques³⁵.

37. La région Europe et Asie centrale demeure confrontée au triple fardeau de la **malnutrition**, la situation variant sensiblement d'un pays à l'autre et à l'intérieur de chaque pays. La lutte contre la malnutrition, dont les causes sont pluridimensionnelles, nécessite de mener des actions intégrées et coordonnées relatives à l'agriculture, la santé publique, l'éducation, la protection sociale et, de manière générale, à la promotion de systèmes alimentaires qui prennent davantage en compte la question de la nutrition³⁶.

38. **Les politiques commerciales agricoles** menées dans la région sont fondées sur des processus d'intégration et sur un nombre croissant d'accords commerciaux bilatéraux. Les politiques commerciales agroalimentaires de certains pays d'Asie centrale, auparavant axées sur des mesures de protection, mettent désormais l'accent sur des mesures plus libérales en matière de commerce international, ce qui peut avoir pour effet de développer les exportations agricoles. Les anciennes républiques soviétiques élaborent des stratégies et des programmes publics davantage axés sur la promotion des exportations agroalimentaires. La sécurité sanitaire des aliments échangés ainsi que la lutte contre les maladies animales et végétales et leur gestion sont d'une importance fondamentale pour l'élaboration des politiques commerciales et l'amélioration de l'accès aux marchés.

39. Les participants à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe, qui s'est tenue en Turquie en 2016, ont approuvé les priorités définies³⁷ pour la période à moyen terme 2018-2021, qui s'inscrit dans le cadre du Plan institutionnel à moyen terme 2018-2021. Les priorités sont les suivantes:

- formuler des politiques efficaces favorisant une croissance durable et inclusive au bénéfice des agriculteurs et de la population rurale;
- améliorer le rayonnement sur de nouveaux marchés grâce à l'alignement des politiques commerciales, des politiques de sécurité sanitaire des aliments et des politiques sanitaires et phytosanitaires;
- promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et lutter contre la dégradation des terres et la désertification;
- lutter contre l'insécurité alimentaire et pour la réduction de la malnutrition sous toutes ses formes.

40. Compte tenu des priorités régionales convenues pour l'exercice biennal 2018-2019, les activités en cours de mise en œuvre ont été examinées en tenant compte de l'évolution des tendances, des faits nouveaux et des enseignements tirés en 2016-2017.

41. Dans ce contexte, les principaux enjeux sont les suivants:

- le caractère universel des ODD et la réorientation vers la fourniture d'avis sur les politiques, le renforcement des capacités institutionnelles, le suivi des progrès réalisés et l'évaluation des politiques, ainsi que la volonté des pays de tenir leurs engagements relatifs aux ODD, à l'Accord de Paris³⁸ et au Cadre d'action de Sendai; il convient à cet égard de mener dans la région un ensemble d'initiatives programmatiques ciblées, liées aux processus régionaux et prévoyant des interventions cohérentes au niveau des pays;
- la diminution des niveaux de production agricole est à mettre au compte de la dégradation des ressources naturelles et du changement climatique; il convient à cet égard d'adopter un

³⁴ Quarantième session de la Commission européenne d'agriculture: <http://www.fao.org/3/a-mv133f.pdf>.

³⁵ ERC/18/3.

³⁶ State of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia: <http://www.fao.org/3/a-i8194e.pdf>.

³⁷ ERC/16/7 <http://www.fao.org/3/a-mp179f.pdf>.

³⁸ https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf.

nouveau modèle au niveau régional et dans le cadre de la coopération entre les pays qui reposerait sur l'association d'une approche intégrée et transversale et de mesures efficaces à appliquer aux niveaux territorial, infranational et national;

- la nécessité croissante de nouer des partenariats avec des acteurs non étatiques ainsi que de mener des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, afin de fournir un appui de la réalisation des ODD;
- la nécessité croissante de mobiliser des investissements et d'établir des budgets en fonction d'une approche de gestion durable des ressources naturelles qui soit plus globale, comme il se doit dans un contexte marqué par le changement climatique;
- la nécessité croissante d'instaurer un environnement propice à l'innovation et à la généralisation de pratiques plus durables.

42. Dans ce contexte, les deux initiatives régionales en cours de mise en œuvre ont été révisées et la troisième initiative régionale relative à la gestion durable des ressources naturelles a été élaborée pour 2018-2019. La question transversale de la sécurité alimentaire et de la nutrition est prise en compte dans les trois initiatives, par exemple dans le cadre de l'agriculture tenant compte de la nutrition et de la protection sociale.

43. Les initiatives régionales ont encore évolué et constituent désormais des cadres pour l'adoption d'une approche programmatique visant à mener des actions relatives aux priorités régionales et à fournir un appui à la mise en œuvre des programmes de pays. Dans le cadre des initiatives, l'Organisation mène des activités techniques intégrées afin de mieux répondre à la demande des pays, qui souhaitent recevoir un appui coordonné concernant les processus de développement interdépendants et la «nationalisation» des ODD dans les pays dans le cadre régional du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD).

44. **L'initiative régionale 1 (Autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté)** continue de fournir un appui aux petits agriculteurs et aux petites exploitations familiales, au niveau des politiques et au niveau local, afin d'améliorer les moyens d'existence ruraux et de contribuer à réduire la pauvreté rurale. L'initiative contribue essentiellement aux OS2 et 3, mais également aux OS1 et 4. L'initiative régionale 1 met notamment l'accent sur l'ODD 1 (cibles 1.4 et 1.b), l'ODD 2 (cibles 2.3 et 2.4), l'ODD 5 (cible 5.A), l'ODD 8 (cible 8.6) et l'ODD 10.

45. L'un des principaux enjeux demeure de fournir un appui à l'élaboration des politiques et aux pratiques novatrices visant à renforcer la production agricole durable et intelligente face au climat, conformément aux principes relatifs à l'alimentation et l'agriculture durables³⁹ (OS2.2). L'initiative répond à la nécessité d'améliorer les capacités des agriculteurs en matière de production agricole durable au moyen de projets pilotes, de formations dispensées dans des écoles pratiques d'agriculture (OS2.1 et ODD 2.3) et du renforcement des services de vulgarisation (OS3.1).

46. L'initiative favorise une croissance inclusive par le biais de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de l'accès aux ressources naturelles, y compris au moyen d'activités relatives à l'appui aux politiques multisectorielles de développement rural, au développement communautaire intégré (OS3.1, OS3.4 et ODD 1.4), à l'amélioration de l'accès aux chaînes de valeur (OS4.3), à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (OS3.1), aux statistiques (OS3.4), à l'emploi rural décent (OS3.2) et à la protection sociale (OS3.3).

47. Un meilleur appui est fourni pour améliorer les capacités relatives aux programmes scolaires portant sur l'alimentation et la nutrition, aux investissements dans la petite agriculture (OS1.4) et à la protection sociale tenant compte de la question de la nutrition. L'initiative vise à améliorer la situation économique des groupes vulnérables (OS3.3), à faire en sorte que ceux-ci bénéficient de l'égalité hommes-femmes et à accélérer l'autonomisation économique des femmes vivant dans les campagnes

³⁹ <http://www.fao.org/3/a-i3940f.pdf>.

(OS3.1). D'autres questions transversales, notamment la gouvernance, les statistiques et le changement climatique, seront systématiquement prises en compte dans l'initiative.

48. Dans le cadre de l'initiative régionale 1, des activités de partenariat continuent d'être menées avec des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé, comme indiqué dans le paragraphe 13. L'initiative fournit un cadre solide pour la création de synergies avec les partenaires, l'accent étant mis sur les partenariats stratégiques, notamment les activités de coopération menées avec le FIDA relatives au développement communautaire local en République de Moldova.

49. **L'initiative régionale 2 (Amélioration du commerce des produits agroalimentaires et de l'intégration des marchés)** vise à aider les États Membres à améliorer le cadre des politiques relatives au commerce agroalimentaire pour les petites et moyennes entreprises de production agricole et alimentaire. L'initiative contribue essentiellement à l'OS 4 mais également aux OS 1, 2 et 3. Elle contribue à l'ODD 2 (cible 2.B.2), l'ODD 8 (8.a.1), l'ODD 12 (cible 12.3), l'ODD 15 et l'ODD 17 (cible 17.11).

50. La FAO mène des activités de renforcement des capacités relatives aux accords commerciaux et aux procédures de l'OMC, y compris aux questions de commerce international, à l'application de méthodes d'analyse des incidences des politiques commerciales, alimentaires et agricoles, et à la conception de stratégies relatives à l'élaboration de systèmes agroalimentaires nationaux. Le Réseau d'experts du commerce agricole continue de fournir un cadre au dialogue relatif aux accords commerciaux (OS4.1, OS4.4 et ODD 2.B.2).

51. L'initiative vise à aider les pays à adopter des normes relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments au moyen de la mise au point de systèmes nationaux de contrôle des aliments qui soient solides et à contribuer au processus d'élaboration des normes de la Commission du Codex Alimentarius. Elle prend en compte les questions relatives à la santé des plantes dans le cadre d'un appui à la mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et renforce la santé animale au moyen du développement des capacités relatives à la résistance aux antimicrobiens, aux maladies animales transfrontalières et aux systèmes nationaux d'identification et de traçabilité des animaux (NAITS) ainsi que les réseaux régionaux de sécurité biologique aux fins de la conformité avec les accords de l'OMC (OS4.2 et ODD 8.a.1).

52. La portée de l'initiative est élargie de manière à promouvoir des systèmes alimentaires plus durables, plus inclusifs et plus efficaces et l'initiative contribue à créer un cadre favorable aux échanges commerciaux (tant dans les marchés intérieurs qu'aux fins de la diversification et de la promotion des exportations), à la mise en place de chaînes de valeur durables, à l'élaboration d'indications géographiques, à la production biologique et à la réduction des pertes et du gaspillage d'aliments. L'initiative demeure axée sur l'accroissement des investissements publics et privés en faveur des systèmes agroalimentaires inclusifs, la prise en compte croissante de la question du développement de la pêche et de l'aquaculture commerciales dans les eaux intérieures (OS4.2 et 4.3) et la prise en compte de questions transversales telles que la nutrition, l'égalité hommes-femmes, les politiques, les statistiques et le changement climatique.

53. Compte tenu de ces questions transversales, l'initiative régionale 2 vise à améliorer les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière d'utilisation de ressources financières aux fins de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition (OS1.3) et continue de fournir un appui aux activités de diversification des revenus qui ciblent les femmes vivant dans les campagnes isolées en vue de leur permettre d'accéder aux marchés. Un module de formation en ligne relatif aux échanges commerciaux, à la sécurité alimentaire et à la nutrition est élaboré dans le cadre de l'initiative afin de fournir des informations au sujet des conséquences des mesures commerciales sur la malnutrition.

54. La coopération avec les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé sera renforcée (voir paragraphe 18). Des partenariats ont été créés avec la *Black Sea Biotechnology Association* (BSBA) en

matière de renforcement des capacités relatives à la sécurité biologique et au développement des échanges commerciaux ainsi qu'avec l'Organisation internationale pour le développement des pêches en Europe orientale et centrale (EUROFISH) dans le cadre du projet FAO-GLOBEFISH. L'initiative fournit un appui au Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe en matière de normes alimentaires inclusives et de dialogue sur les politiques. Les partenariats relatifs aux systèmes alimentaires durables sont élaborés plus avant dans le cadre de l'initiative mondiale de réduction des pertes et du gaspillage alimentaires (SAVE FOOD).

55. **L'initiative régionale 3 (Gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique)** vise à renforcer les capacités nationales relatives à la réalisation de la Gestion durable des ressources naturelles, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux effets du changement climatique et l'atténuation de ces derniers, la réduction des risques de catastrophe et le développement de l'agroécologie au moyen du passage à des systèmes alimentaires plus résilients face aux effets du changement climatique et plus durables. L'initiative doit fournir un mécanisme régional visant à aider les Membres à avoir accès à des mécanismes de financement climatique, par exemple le Fonds vert pour le climat et FEM-7. Elle contribue essentiellement à l'OS 2 mais aussi aux OS 1, 3, 4 et 5. L'initiative contribue notamment à l'ODD 2 (cible 2.4), l'ODD 6 (cible 6.4), l'ODD 13 (cibles 13.1, 13.2 et 13.3), l'ODD 14 et l'ODD 15 (15.1, 15.2 et 15.3).

56. L'initiative vise à améliorer l'harmonisation des politiques, la collecte de données et le renforcement des capacités. Un appui est fourni à la coordination des politiques au service de l'utilisation durable des ressources naturelles et de la prise en compte de la question du changement climatique dans les législations nationales (OS1.3, OS2.2, OS2.3 et ODD 2.4) ainsi qu'au renforcement des capacités nationales en matière de promotion des politiques de réduction des risques de catastrophe et des politiques de gestion de crise (OS5.1). L'initiative vise également à prendre en compte de manière efficace les questions de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche durables dans les mécanismes de gouvernance nationaux, en particulier dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la «nationalisation» des ODD aux pays (OS2.2 et 2.3) et favorise l'élaboration de politiques plus intégrées et transversales dans les pays (OS2.1).

57. L'initiative fournit également un appui à la fourniture et à la collecte de données, d'outils et de services favorisant un processus de prise de décisions efficace pour la gestion durable des ressources naturelles. L'accent sera mis sur l'appui à la mise en œuvre des indicateurs des ODD relevant de la responsabilité de la FAO et sur l'amélioration des services d'agrométéorologie, de l'alerte précoce et de la cartographie des risques ainsi que de la modélisation du changement climatique (OS2.4 et 4.3). Les mécanismes d'identification et de suivi des menaces, d'évaluation des risques et d'alerte précoce intégrée constitueront également des éléments clés (OS5.2).

58. L'initiative vise à renforcer les capacités nationales relatives à l'adoption d'approches durables pour la gestion durable des ressources naturelles, notamment l'agriculture intelligente face au climat. Elle prend également en compte les questions relatives aux pénuries d'eau, aux ravageurs et aux incidences des risques de catastrophe (OS4.2), aux pratiques de réduction des risques de catastrophe (OS5.3), à l'évaluation de la vulnérabilité et à la mesure de la résilience (OS5.2 et ODD 13.1) ainsi qu'à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions d'urgence dans les pays en proie à des crises (OS5.4).

59. L'initiative régionale 3 est axée sur l'élaboration de politiques et de mécanismes de gouvernance et sur leur amélioration – qui doivent se faire de manière cohérente et intégrée – en vue de mener des actions relatives à la production durable, au changement climatique et à la dégradation de l'environnement au moyen de l'amélioration des synergies entre la protection sociale, la nutrition, la gouvernance, l'égalité hommes-femmes et les statistiques. Un appui est fourni pour rendre plus visibles les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre des décisions de financement, de manière à ce que ces effets fassent l'objet d'une hiérarchisation adéquate dans le cadre de l'examen des possibilités de financement. L'initiative fournit un appui au dialogue politique entre les pays et favorise une meilleure coordination au moyen de la collecte et de la mise en commun

d'informations statistiques sur les menaces que font peser le changement climatique et les catastrophes naturelles.

60. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) est l'un des partenaires stratégiques pour les questions relatives au climat, à la modélisation agrométéorologique et celle du changement climatique ainsi qu'au suivi des interventions. L'Agence allemande de développement (GIZ) joue un rôle clé dans les mécanismes du Fonds vert pour le climat visant à fournir un appui aux activités de préparation et dans les travaux du Fonds vert relatifs à l'adaptation aux effets du changement climatique fondés sur les écosystèmes. Des interventions relatives à l'agriculture intelligente face au climat dans les zones arides seront élaborées avec le partenariat mondial pour la recherche (CGIAR) et l'ICARDA, qui coopéreront étroitement avec des institutions de recherche et de renforcement des capacités aux niveaux national et régional ainsi qu'avec le secteur privé.

61. **Les activités de collaboration menées entre les trois initiatives régionales** visent principalement à aider les pays à réaliser les ODD, l'accent étant mis sur les ODD 1 et 2 et sur la question de l'alimentation et de l'agriculture durables. Les initiatives régionales 1 et 3, complémentaires, visent à garantir que les petits agriculteurs et les agriculteurs familiaux bénéficient équitablement des avantages de dispositifs tels que les mécanismes de financement climatique, qui leur permettent d'améliorer leur productivité et leur résilience et qui les aide à assurer une gestion durable des paysages et des ressources naturelles. Le développement des petites exploitations est en outre assuré par l'appui aux politiques, la collecte de données et le renforcement des capacités. Les initiatives régionales 2 et 3, elles aussi complémentaires, visent à créer un cadre favorable au moyen d'un appui à la mise en œuvre des politiques de production durable, du développement de l'agriculture biologique et de l'élaboration d'indications géographiques. Les initiatives prévoient notamment d'élaborer des programmes d'investissement en faveur de l'agriculture intelligente face au climat (OS2.3) et de la production agroalimentaire durable, de réduire les pertes et le gaspillage d'aliments (OS4.3) et d'utiliser des ressources financières pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition (OS1.3).

62. L'approche programmatique des trois initiatives régionales, ainsi que leur complémentarité et leurs synergies, favorisent la mise en place de systèmes agroalimentaires plus inclusifs et plus durables afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté rurale dans la région et de fournir un appui coordonné aux pays pour les aider à tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

63. L'élaboration du cadre de résultats de la FAO pour 2018-2021 avait pour but de mieux définir les objectifs stratégiques, les résultantes et les produits, compte tenu de leur contribution aux cibles et indicateurs pertinents des ODD, et d'améliorer la qualité des chaînes de résultats de manière à résoudre les principaux obstacles que devraient rencontrer les pays. On aura ainsi une vision claire, cohérente et concrète de la contribution de la FAO à l'appui de la réalisation et du suivi des ODD à l'échelon national. Les résultats obtenus dans le cadre des initiatives régionales et leur contribution escomptée à la réalisation des cibles des objectifs stratégiques, compte tenu de l'approche de la FAO au regard des priorités régionales, sont présentés à l'annexe web 3.

Figure 1: Principaux éléments du cadre de résultats de la FAO

Vision de la FAO

Un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres, d'une façon durable sur les plans économique, social et environnemental.

Les trois objectifs mondiaux des Membres:

- éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active;
- éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en promouvant des moyens d'existence durables.
- gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, pour le bien des générations présentes et futures.

Objectifs stratégiques

- 1) Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition
- 2) Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables
- 3) Réduire la pauvreté rurale
- 4) Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
- 5) Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Objectif supplémentaire

- 6) Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance, nutrition)

Fonctions essentielles

- 1) Apporter un appui aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments normatifs, tels qu'accords internationaux, codes de conduite et normes techniques
- 2) Rassembler, analyser et contrôler les données et l'information dans les domaines relevant du mandat de la FAO et en améliorer l'accès
- 3) Favoriser, promouvoir et faciliter le dialogue sur les politiques aux niveaux mondial et régional et au niveau des pays
- 4) Apporter conseils et appui en vue du renforcement des capacités au niveau des pays et à l'échelon régional pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles
- 5) Donner des avis et fournir un appui concernant les activités qui permettent de rassembler et de diffuser les connaissances, les technologies et les bonnes pratiques relevant du mandat de la FAO et d'en améliorer l'assimilation
- 6) Faciliter la création de partenariats entre les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural
- 7) Mener des actions de sensibilisation et de communication aux niveaux national, régional et mondial dans les domaines relevant du mandat de la FAO

Objectifs fonctionnels

- Activités de diffusion
- Technologies de l'information
- Gouvernance, surveillance et direction de la FAO
- Administration efficiente et efficace